

LE COMBAT SOCIAL

Organe officiel de la Fédération Socialiste S.F.I.O. de l'Allier.

25^e Année - N° 1279. - Le Numéro : 40 Centimes

PARAISANT TOUS LES DIMANCHES

DIMANCHE 2 OCTOBRE 1938

REDACTION & ADMINISTRATION : RUE DE DAMIETTE, MONTLUÇON. — C/G Postaux Clermont-Ferrand 68-15. — ABONNEMENTS : ALLIER ET DEPART. LIMIT. : 1 AN, 20 FR. ; 6 MOIS : 12 FR.

L'Agence Havas est chargée de recevoir la publicité locale et extra-locale.

Et maintenant,
il faudra essayer
de construire une
véritable Paix.

ACCORD A MUNICH : IL N'Y AURA PAS DE GUERRE...

A NOS LECTEURS

Tandis que d'un commun accord avec Boudet et Planche nous interrompons nos visites électorales de la connaissance des dispositions prises par le Gouvernement en raison de la situation internationale :

Tandis que nous décidons de ne point faire paraître le numéro spécial du COMBAT SOCIAL qui devait primitivement être envoyé à tous les conseillers municipaux avant la désignation des délégués sénatoriaux...

Le PROGRÈS DE L'ALLIER se livre encore à de véhémentes et injustes attaques contre le Parti Socialiste et contre moi.

Nous les avions dédaignées. Mais, dimanche, à Lapalisse, M. Marcel Regnier, emporté par la passion, lançait une nouvelle fois à notre endroit des accusations qui eussent gagné à l'exactitude et à être prononcées sur un autre ton.

Depuis lors, son journal est déchainé : Curieuse façon de servir l'intérêt de la France dans des heures aussi graves.

Il nous serait facile de répliquer à la diatribe de M. Marcel Regnier. Nous pourrions dire que si notre pays est aujourd'hui dans l'angoisse, la responsabilité en incombe, pour une bonne part, à des hommes que M. le sénateur Regnier connaît bien et qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'ont pas su ou pas voulu organiser la paix par la sécurité collective.

Nous pourrions ajouter bien autre chose encore... Par exemple que les Socialistes ne se trouvaient point au Gouvernement lorsque Mussolini envahit l'Éthiopie et Hitler remilitarisa la Rhénanie... Nous n'en ferons rien pour le moment.

Si M. Marcel Regnier est à tel point inquiet de sa réélection qu'il ne puisse faire taire ses passions et ses rancunes, nous pensons, quant à nous, que nos compatriotes ont actuellement d'autres soucis.

Marx DORMOY.

Les candidats socialistes ont interrompu leur campagne en raison de la situation extérieure

Aussitôt qu'ils ont eu connaissance des dernières dispositions prises par le Gouvernement, les candidats socialistes aux élections sénatoriales dans l'Allier ont interrompu les visites qu'ils faisaient aux délégués sénatoriaux des communes du département. Ils ont estimé, à juste titre, que des préoccupations plus hautes hantaient les esprits.

Dès l'autre mardi, d'ailleurs, notre camarade Marx Dormoy avait regagné Paris, où il prit part à d'importantes réunions, notamment à la Conférence internationale qui rassembla les représentants de notre Parti socialiste et du Parti travailliste de Grande-Bretagne.

Les candidats de la Fédération socialiste de l'Allier reprendront leurs visites aussitôt que, ainsi qu'ils le souhaitent, la situation se sera améliorée par le maintien de la Paix.

A quoi tenait le sort de l'Europe

« Pour précipiter le monde dans la guerre quand le fond du problème est réglé, quand la victoire est acquise, quand on ne débat plus, selon le témoignage du Führer-chancelier en personne, que sur des conditions ou des détails, il faudrait une véritable fureur d'orgueil et de destruction. » Léon BLUM.

Afin de renseigner nos lecteurs sur les points de divergences, à propos desquels Hitler a tenu cette semaine en suspens le destin de l'Europe et qui font l'objet de la conférence de Munich, nous publions ci-dessous un résumé des résultats des récentes négociations :

Le plan franco-allemand accepté par la Tchécoslovaquie

Après le premier entretien de M. Chamberlain avec le Führer à Berchtesgaden, un plan, tenant largement compte des exigences du chancelier allemand avait été

établi à Londres par les ministres français et anglais.

Ce plan auquel le gouvernement tchécoslovaque s'était résigné à donner son adhésion sous la pression de Londres et de Paris reposait sur les bases suivantes :

1. Transfert sans plébiscite des régions peuplées de plus de 50 % de Sudètes allemands, avec une clause prévoyant, par voie de négociations, un ajustement de frontière là où les circonstances le rendraient nécessaire ; celui-ci serait déterminé par une commission internationale comprenant un représentant tchécoslovaque ;

2. Un échange de populations sur la base d'un droit d'option libre dans une limite de temps précise ; en échange une garantie internationale était proposée sauvegardant l'indépendance de la Tchécoslovaquie contre toute agression possible, garantie qui se substituait aux traités existants de caractère réciproque et militaire.

Le gouvernement britannique se déclarait disposé à participer à cette garantie internationale des nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie contre une « agression non provoquée ».

Enfin, le plan anglo-français faisait ressortir l'extrême importance du sacrifice qui est ainsi demandé à la Tchécoslovaquie pour la cause de la paix.

Ce que contenait le « mémorandum » allemand de Godesberg

A l'issue du second entretien Chamberlain-Hitler à Godesberg, le Führer avait remis au Premier britannique le mémorandum suivant que M. Chamberlain transmettait au gouvernement de Prague sans lui en recommander l'acceptation.

Ce nouveau « plan » dont les conditions allaient être jugées inacceptables non seulement par Prague mais par les cabinets de Londres et de Paris comportait les revendications suivantes :

Retrait de la totalité des forces armées et de la police tchèques d'une zone, délimitée sur la carte de la Tchécoslovaquie et qui devait être livrée à l'Allemagne le 1^{er} octobre. (Cette zone était sensiblement plus étendue que celle que l'Allemagne s'était vue attribuer dans le plan anglo-français).

La zone réclamée devait être livrée avec ses fortifications et leur équipement militaire, avec les établissements militaires et économiques, avec les voies de communication, le matériel roulant, les services publics. Aucun produit alimentaire, marchand



M. Chamberlain et Hitler, lors de l'entretien de Godesberg.

dise, bétail, aucune matière première ne devaient être déplacés.

Un plébiscite devait être effectué dans les cantons où existent des minorités sudètes sous le contrôle d'une Commission germano-tchèque les forces tchécoslovaques devant être retirées durant le plébiscite.

Aucune garantie d'ordre international n'était acceptée par l'Allemagne pour sauvegarder les nouvelles positions tchécoslovaques contre une agression non provoquée tant que les autres questions « minoritaires » n'auraient pas été résolues.

Ce que contenait le message Chamberlain

Voici le sens général du message que M. Chamberlain a fait transmettre lundi par avion à M. Hitler.

Les gouvernements français et anglais n'acceptent pas le mémorandum de Godesberg.

Ils insistent sur le caractère désastreux pour l'Europe et pour le monde d'une guerre qu'il faut à tout prix éviter.

Ils confirment la plan franco-britannique établi après l'entretien de Berchtesgaden et accepté par Prague, mais ils sont prêts à examiner les moyens d'accélérer la délimitation des districts.

Manque de tact

Lundi dernier, alors que la tension internationale était grave, et que chacun, angoissé, se demandait où l'on allait, le Progrès de l'Allier avait relégué à la troisième page les informations internationales, pour consacrer toute la première au compte rendu du Congrès radical de Lapalisse, accompagné d'un large portrait de M. Marcel Regnier qu'encadraient les deux autres sénateurs et M. Lamoureux. Le public avait cependant d'autres préoccupations...

Cette Semaine : Par Octave COTE Dans l'attente

Je ne puis écrire l'article leader dont je suis chargé et je m'en excuse auprès des lecteurs du Combat Social.

En effet, je n'ai pas le cœur d'aborder un problème autre que celui qui, tragique et angoissant, nous étreint. Paix ou guerre, nous en sommes là : et chaque heure compte et l'heure qui va sonner peut annoncer le salut ou la catastrophe. Comment écrire le mercredi un article qui sera publié le dimanche quand les événements, implacables, bousculent d'heure en heure toutes nos données, toutes nos craintes, tous nos espoirs...

Oui, chaque heure compte. Et il ne nous reste comme arme que l'action à la minute, auprès des gouvernements, pour réclamer d'eux l'exemple du sang-froid et de la sagesse, pour obtenir qu'ils évitent, à tout prix, les mesures irréparables.

Et aussi l'action incessante pour dénoncer le mensonge, la provocation, l'outrage belliciste, et pour apporter notre humble contribution aux efforts suprêmes des hommes de bonne volonté, à quelque parti, à quelque milieu qu'ils appartiennent.

...Action intensément fidèle à nos traditions socialistes, les plus humaines, les plus révolutionnaires, qui dictent notre conduite : TOUT POUR LA PAIX, condition irrévocable du pain du travailleur, de la liberté du citoyen et du bonheur de l'homme.

Après quinze jours de crise et d'anxiété, la Paix est enfin sauvegardée. Lire, page 2, le résumé des événements du conflit germano-tchécoslovaque.

Une intervention des Elus Socialistes pour les réservistes mobilisés

La délégation exécutive du groupe socialiste parlementaire avait chargé nos camarades Vallière, Albertin et Camille Planche de s'entretenir avec le président du Conseil de la situation des réservistes mobilisés et de toutes les questions que pose l'aide à accorder à leurs familles.

Ils ont été reçus par M. Jacomet, secrétaire général de la présidence du Conseil.

Il leur a été répondu que la situation des réservistes avait fait l'objet d'une étude des services de la défense nationale.

Un décret va être pris qui attribuera aux réservistes mobilisés soutiens de familles et dans le minimum de temps, des allocations.

Le taux établi en 1930 sera relevé. D'autre part, les mobilisés seront à l'abri de toutes poursuites pour leurs loyers.

Marx DORMOY demande au Gouvernement que des mesures soient prises pour venir en aide aux sinistrés de la fièvre aphteuse

Notre camarade Marx Dormoy, député de l'Allier, vient d'adresser la lettre suivante au Président du Conseil, ministre de la Défense nationale et au Ministre de l'Agriculture :

« Monsieur le Ministre, J'ai l'honneur d'attirer votre attention de façon particulièrement pressante sur la situation extrêmement pénible résultant, pour les exploitants agricoles de l'Allier, de l'épizootie de fièvre aphteuse.

« Le montant des pertes actuellement déclarées s'élève, pour le seul arrondissement de Montluçon, à la somme de 1 million 297.850 francs. En ce qui concerne l'ensemble du département, le total ne



A la frontière Austro-Tchèque, dans les Carpathes, les soldats tchèques mettent en état les fortifications creusées dans le roc.

LES événements que nous vivons actuellement se déroulent à une cadence telle qu'il est pratiquement impossible de la suivre dans des articles écrits plusieurs jours à l'avance pour les nécessités de l'impression et dans un journal ne paraissant qu'hebdomadairement.

Ce n'est pourtant pas une raison pour rester silencieux. Ce n'est pas parce que certains d'entre nous ont troqué leurs vêtements civils contre l'uniforme qu'il nous faut ne plus réfléchir. Bien au contraire, jamais la vigilance n'a été plus nécessaire pour que la paix soit sauvée. Et si nous sommes vigilants la paix devra être sauvée.

Au lendemain du voyage de M. Chamberlain à Berchtesgaden et des conversations de MM. Daladier et Bonnet avec leurs collègues britanniques, la France et la Grande-Bretagne avaient pris une attitude telle que M. Winston Churchill pouvait définir la situation ainsi : « Ce soir, la France et la Grande-Bretagne avaient à choisir entre le déshonneur et la guerre. Elles ont opté pour le déshonneur. Et, elles auront la guerre. »

Ce jugement de l'homme d'Etat anglais paraissait alors singulièrement exact. Mais, depuis, la situation s'est profondément modifiée.

M. Chamberlain, retourné auprès de Hitler à Godesberg s'est trouvé en face de nouvelles exigences du chancelier du Reich. Elles étaient telles que le premier britannique en fut effrayé et qu'il mit fin aux conversations qu'il avait avec Hitler en demandant à celui-ci de lui fournir un mémorandum écrit.

Le premier anglais qui avait cru dans la bonne volonté de Hitler comme il crut jadis en celle de Mussolini avait enfin les yeux dessillés. De retour à Londres, il demanda à nouveau à MM. Bonnet et Daladier de venir conférer avec lui.

Entre temps, les ministres français avaient été mis au courant du contenu du mémorandum du Führer. Ils le jugèrent tel que les affiches blanches rappelant les réservistes des séries 2 et 3 furent apposées.

Gilles GOZARD.

LIRE LE COMBAT EST BIEN

S'Y ABONNER EST MIEUX

Le Parti Socialiste remercie le Président Roosevelt

On sait que, dès l'aggravation de la crise germano-tchécoslovaque, Léon Blum avait demandé en termes particulièrement pressants l'intervention pacifique du président Roosevelt. La conférence socialiste franco-anglaise de Paris, à laquelle participait notre ami Marx Dormoy, avait éga-

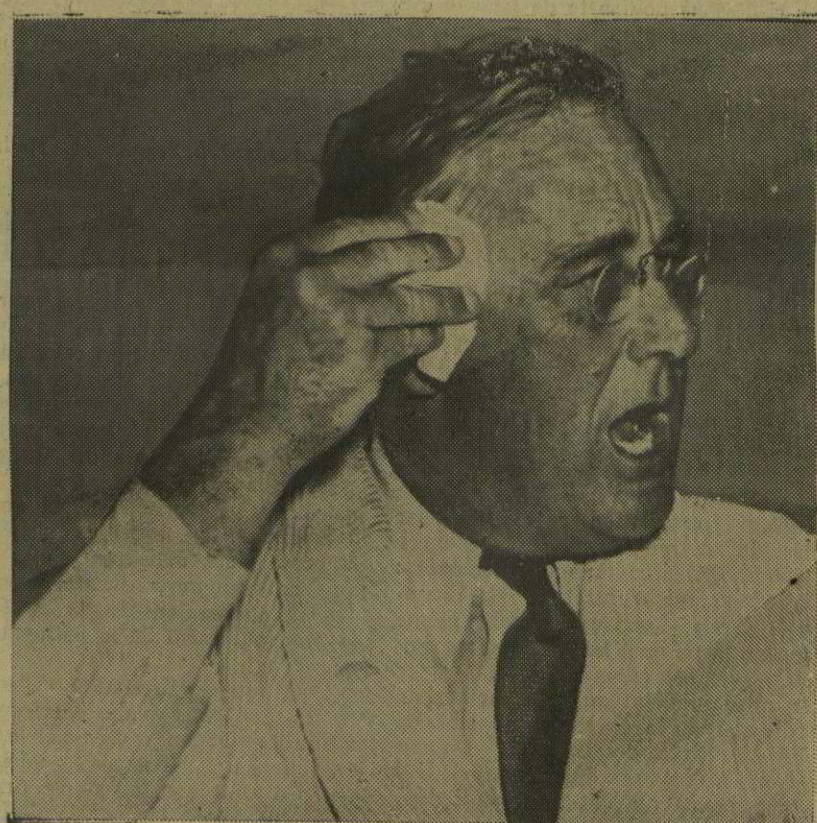
lement fait appel au représentant de la grande République américaine.

Par deux fois, le président Roosevelt s'est adressé cette semaine à l'Europe pour faire reculer la guerre.

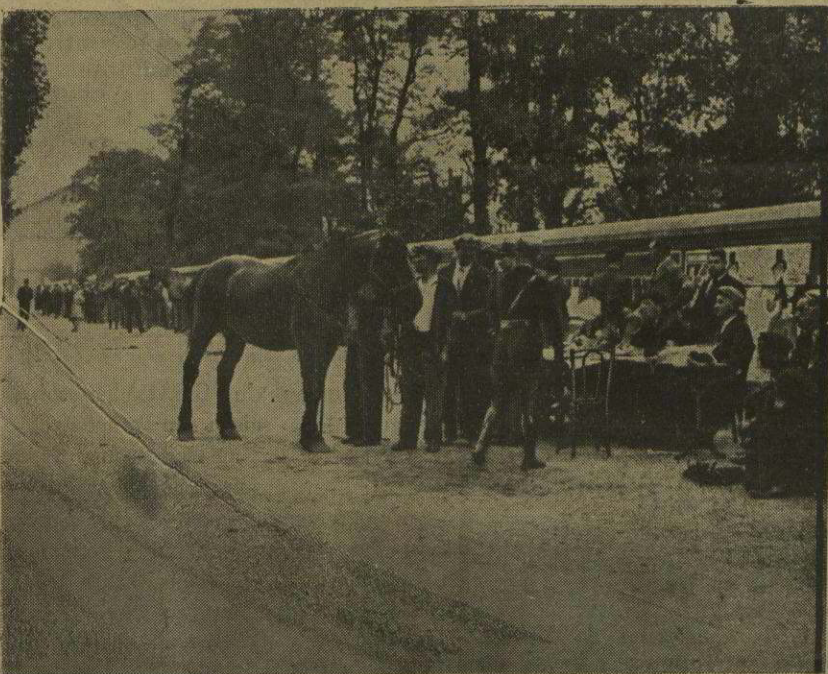
Notre Parti lui a envoyé ses remerciements par le télégramme suivant :

« Le Parti Socialiste et son groupe parlementaire, certains d'interpréter le sentiment de toute la démocratie française, vous adressent l'expression de leur cordiale gratitude pour votre message qui, à l'heure du plus grand péril pour la paix, a fait entendre la voix de la conscience universelle ».

Léon BLUM, Paul FAURE.



Une attitude oratoire du Président Roosevelt



Une commission militaire procédant à la réquisition des chevaux